

**SDI 18/124 - MAIN-LEVÉE DE PÉRIL IMMINENT - IMMEUBLE SIS 28, RUE MELCHION -
13005 MARSEILLE - PARCELLE 205821 H0099**

Nous, Maire de Marseille,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2131-1

Vu les articles L.511.1 à L.511.6 ainsi que les articles L.521.1 à L.521.4 du code de la construction et de l'habitation,

Vu les articles R.511.1 à R.511.11 du code de la construction et de l'habitation,

Vu l'article R.556-1 du code de justice administrative,

Vu l'arrêté de délégation de fonction consentie par Madame la Maire n°2020_01336_VDM du 20 juillet 2020, à Monsieur Patrick AMICO en charge de la politique du logement et de la lutte contre l'habitat indigne,

Vu l'arrêté de péril imminent n° 2018_01687_VDM signé en date du 13 juillet 2018, qui interdit pour raison de sécurité l'occupation et l'utilisation des balcons côté cour de l'immeuble sis 28 rue Melchion - 13005 MARSEILLE,

Vu l'attestation de réalisation de travaux de mise en sécurité établie le 20 décembre 2018 par Monsieur Claude MEYERE, architecte DPLG, domicilié 1, boulevard Françoise DUPARC - 13004 MARSEILLE,

Vu l'attestation de réalisation de travaux de réparation des balcons établie le 25 mai 2020 par Monsieur Claude MEYERE, architecte DPLG, domicilié 1, boulevard Françoise DUPARC - 13004 MARSEILLE,

Considérant qu'il ressort de l'attestation de Monsieur Claude MEYERE, architecte DPLG, que les travaux de réparations définitifs ont été réalisés.

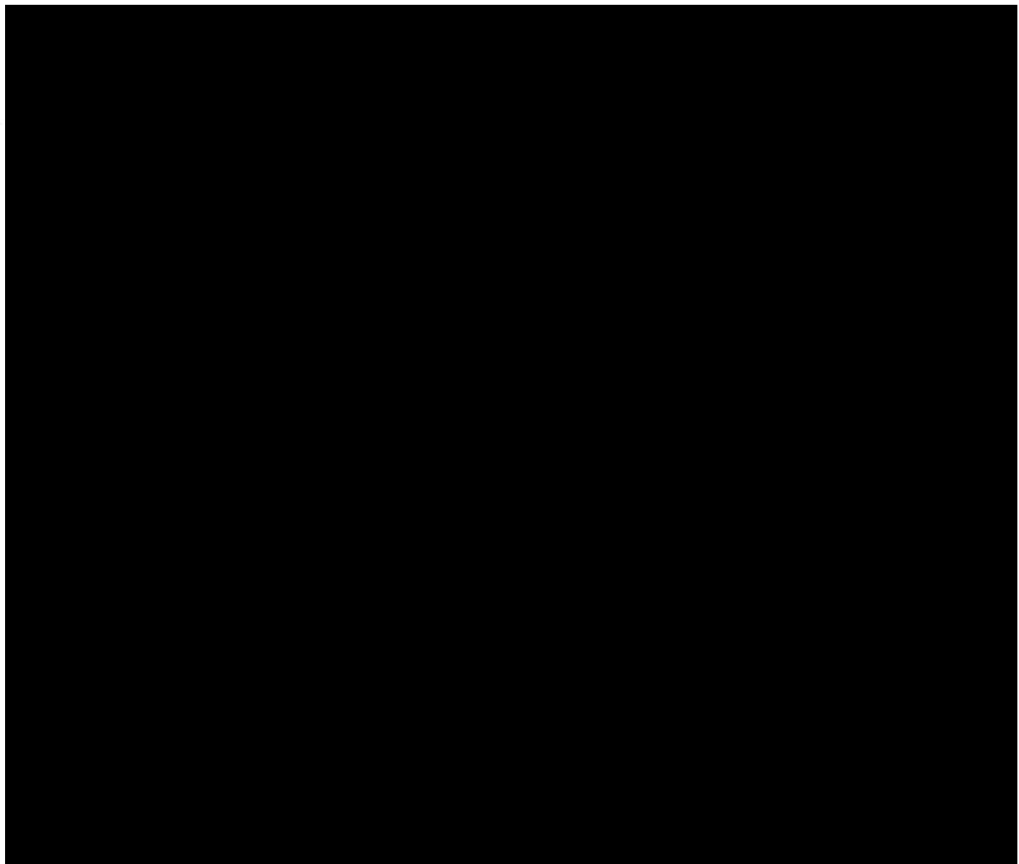
Considérant que la visite des services municipaux, en date du 21 septembre a permis de constater la réalisation des travaux mettant fin à tout péril.

ARRETONS

Article 1

Il est pris acte de la réalisation des travaux de réparation définitifs attestés le 25 mai 2020 par Monsieur Claude MEYERE, architecte DPLG, dans l'immeuble sis 28 rue Melchion - 13005 MARSEILLE, parcelle cadastrée n°205821 H0099, quartier LA CONCEPTION, appartient, selon nos informations à ce jour, en copropriété aux personnes suivantes ou à leurs ayants droit :





Considérant que le syndicat des copropriétaires de cet immeuble est pris en la personne du [REDACTED]

La mainlevée de l'arrêté de péril imminent n° 2018_01687_VDM signé en date du 13 juillet 2018, concernant l'immeuble sis 28 rue Melchion - 13005 MARSEILLE, est prononcée.

Article 2

L'accès aux balcons de la façade sur cour de l'immeuble sis 28, rue Melchion - 13005 MARSEILLE, – 13005 MARSEILLE est de nouveau autorisé.

Article 3

A compter de la notification du présent arrêté, l'immeuble (ou le logement) peut à nouveau être utilisé aux fins d'habitation. Les loyers ou indemnités d'occupation seront à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suivra la notification et/ou l'affichage du présent arrêté.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié sous pli contre signature au syndic de l'immeuble tel que mentionné à l'article 1.

Le présent arrêté est affiché en mairie de secteur ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Il sera également publié au Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille.

Article 5 Le présent arrêté sera transmis au Préfet du Département des bouches-du Rhône, à la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence, Direction de la Voirie, au Bataillon de Marins Pompiers, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.

Article 6 Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours gracieux devant le Maire.

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

 Patrick AMICO

Monsieur l'Adjoint en charge de la
politique du logement et de la lutte contre
l'habitat indigne

Signé le : 05/10/2020

